



HAL
open science

Le bâti comme identité, entre mémoire et oubli: étude croisée de deux anciennes sociétés usinières Péchiney

Cécile Combal

► To cite this version:

Cécile Combal. Le bâti comme identité, entre mémoire et oubli: étude croisée de deux anciennes sociétés usinières Péchiney. *Revue Française d'Histoire Economique*, 2015, 2015/2 (4-5), pp.228-238. halshs-01181320

HAL Id: halshs-01181320

<https://shs.hal.science/halshs-01181320>

Submitted on 31 Aug 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Le bâti comme identité, entre mémoire et oubli:
étude croisée de deux anciennes sociétés usinières Péchiney.

Cécile Combal

Le départ de l'aluminium des vallées françaises dans le courant des années 1980-1990 provoque l'effondrement de l'organisation sociale développée par Péchiney tout au long du XXe siècle. Les sociétés usinières se retrouvent déstructurées, sans cohérence. S'entament dès lors des processus aux tempos, aux ampleurs et aux contenus variés, au sein desquels chaque territoire cherche à retrouver du sens, une raison d'être et de faire. Dans ce cadre, la question du rapport au passé, incontournable, connaît des traitements divers, territorialisés. Chaque société révèle une approche particulière de la période Péchiney. Les sites de l'Argentière (commune de l'Argentière-la Bessée dans les Hautes-Alpes) et de Rioupérourx (commune de Livet-et-Gavet en Isère) en sont de bons exemples. Ayant des rapports diamétralement opposés quant à la valorisation de leur passé industriel, l'étude croisée de ces deux territoires offre la possibilité de questionner la mise-en-oeuvre ou la non-mise-en-oeuvre d'une démarche mémorielle collective, ainsi que ses réalisations, ses impacts et son lien avec l'identité locale des sociétés. L'organisation sociale structurée par l'entreprise s'est effondrée; organisation sociale reposant sur une politique sociale d'entreprise et un urbanisme usinier très poussé à l'origine de l'homogénéisation progressive des territoires aluminiers. Face à cette mutation imposée, l'Argentière-La Bessée et Livet-et-Gavet usent à leur tour du bâti et de l'urbanisme comme outils de (re)construction de l'identité locale, révélant des choix et des pratiques territorialisées. L'étude des évolutions urbanistiques des deux communes depuis les années le départ de Péchiney permet ainsi d'appréhender différents processus à l'oeuvre au sein des sociétés locales¹. Nous évoquerons ici deux processus miroirs: celui d'une reconstruction par une mémoire omniprésente à l'Argentière-La Bessée et celui d'une reconstruction par l'oubli à Livet-et-Gavet.

Les territoires ici étudiés renvoient à des processus miroirs: celui d'une reconstruction par une mémoire omniprésente à l'Argentière-La Bessée et celui d'une reconstruction par l'oubli à Livet-et-Gavet. La gestion de l'espace laissé vacant suite à la destruction du complexe productif est révélatrice de ces différences. Dans le cas du site de l'Argentière, où le rôle de la mémoire est central, les terrains et les bâtiments Péchiney sont cédés à la commune pour un prix symbolique. Cet «héritage» foncier permet de renouveler l'usage des lieux. Le terrain vague est entièrement réaménagé au cours des années 2000. «Bouclé en promenade sur les berges des deux rives de la Durance, le schéma s'articule autour d'un supermarché surmonté d'un immeuble de logements en appartements. [...] On trouve ensuite une station d'essence, une jardinerie, et un lotissement de maisons individuelles, à l'image des cités.»². La ville, défigurée par le départ de l'aluminium, retrouve un centre. Elle fait le choix d'implanter de nouvelles activités qui font la vie quotidienne d'un bourg, liées à l'alimentation ou à la mobilité par exemple. Elle choisit aussi de faire un clin d'oeil à son passé aluminier au travers de l'architecture "usinière" des nouveaux logements construits. La zone regroupant les bâtiments encore debout devient quant à elle une Zone d'Activité (ZA) dite des Sablonnières, collée au centre-ville. Les rares activités industrielles restantes côtoient désormais restaurants, artisans et commerces qui se sont emparés de ce bâti particulier. Cette diversité symbolise la réussite de la reconversion locale dans le tourisme de montagne alliant sport, «nature» et patrimoine industriel. Ce choix d'une mise en avant du passé productif de la commune offre principalement deux avantages. Il permet d'abord de différencier l'offre culturelle argentiéroise des villes alentours au patrimoine plus «classique», comme Briançon ou Mont-Dauphin, deux anciennes places fortes Vauban. Il permet aussi de redonner du sens et une identité à l'Argentière-La Bessée.

A Livet-et-Gavet, la place accordée à cette mémoire est plus relative. Le lieu occupé par l'usine de Rioupérourx est encore en friche aujourd'hui. Les terrains seraient toujours en possession de

1 La construction de corpus de données, en cours, n'en est pas au même stade sur les deux terrains. Elle est plus avancée dans le cas de l'Argentière-La Bessée que pour Livet-et-Gavet.

2 I. Cowbun, *Un siècle de métallurgie à l'Argentière-la-Bessée*, s.l., fédération historique de Provence, 2008, s.n.p.

l'entreprise (aujourd'hui Rio Tinto Alcan). Cette zone abandonnée apparaît comme le reflet d'un désir collectif d'oubli ou tout du moins du peu d'intérêt pour le patrimoine local de l'aluminium et plus généralement pour celui de l'ensemble des activités productives. Cette «indifférence» s'explique d'abord par les particularités de la commune. Livet-et-Gavet n'a pas de centre. Située en fond de gorge le long de la Romanche, la ville s'étend sur plusieurs hameaux dont Rioupéroux n'est que l'un des éléments comme Péchiney n'est que l'un des industriels. Ces hameaux connaissent des rivalités anciennes que les différentes usines ravivent avec leurs arrivées au début du XXe siècle. L'histoire de l'activité productive locale est donc multiple, contrairement au site argentiérois ou le groupe AFC (qui deviendra Péchiney) ne connaît plus de concurrence dès les années 1930. A Livet-et-Gavet, ce sont quatre entreprises qui se partagent le territoire communal au XXe siècle. La commune ne s'est pas seulement construite sur l'aluminium mais plus globalement sur la production métallurgique, chimique et surtout énergétique. Livet-et-Gavet est donc avant tout une commune hydroélectrique. Six centrales sont toujours en activité aujourd'hui pour lesquels EDF a lancé un grand projet de modernisation dans le courant des années 2000. La Société Keller et Leleu (SKL) implantée à Livet, lieu-dit en amont de Rioupéroux, est à l'origine d'une partie importante de cet équipement hydroélectrique avant la nationalisation de 1946. Elle détient également une usine d'acier puis de ferro-silicium dont la politique sociale impacte tout aussi fortement la société locale que celle du groupe Péchiney. Vestige menacé, le Pavillon Keller est toujours visible aujourd'hui. Son architecture particulière faite d'un haut balcon sur pilotis rappelle le pouvoir de C-A Keller sur les lieux. La mémoire locale se pose donc plus en terme de mémoire industrielle au sens large, voire de mémoire hydroélectrique en particulier qu'en terme de mémoire de l'aluminium. La place de cette dernière et l'intérêt qu'elle suscite se retrouveraient limités par ce caractère «pluri-industriel» et l'éclatement de la commune le long des gorges. De plus, la perte de l'aluminium se noie dans un processus de désindustrialisation plus long qui touche ce territoire dès 1968 et la fermeture de SKL. Cette longue durée entraîne plusieurs freins au développement d'une mémoire industrielle locale, quelque soit l'entreprise ou l'activité qu'elle concerne. Tout d'abord, les difficultés économiques ne sont pas totalement surmontées aujourd'hui et font de la mémoire un enjeu secondaire face aux problèmes de paupérisation et d'émigration qui frappent la commune. Ensuite, si la tendance au départ de la population semble aujourd'hui compensée par l'installation de nouveaux ménages sur la commune, la plupart des travailleurs ont désormais un emploi hors du territoire communal sans attache particulière à l'industrie³. Livet-et-Gavet se repeuplerait tout en perdant son identité de centre d'activités industrielles. Enfin, il reste bien une usine en fonctionnement sur le territoire communal, le site de Ferropem au lieu-dit des Clavaux, auquel il faut ajouter les six centrales hydroélectriques évoquées précédemment. La commune bien que victime de la désindustrialisation dépend donc toujours principalement du secteur secondaire. Ainsi, la mémoire industrielle, symbole d'une période achevée renvoyant au passé et au souvenir, apparaît à nouveau comme peu pertinente pour la société locale.

Pourtant, il existe bien à Livet-et-Gavet quelques démarches relatives au passé industriel de la commune. Elles passent par l'obtention de labels sur le bâti ou l'ouverture de structures muséales. Ces outils traditionnels du patrimoine sont également sollicités à l'Argentière-La Bessée mais de manières différentes, en particulier vis-à-vis des échelles institutionnelles où s'impulsent les processus de reconnaissance patrimoniaux, de l'investissement des acteurs territoriaux et de la part d'intégration de la dimension sociétale de l'histoire de l'industrie montagnarde. Dans le cas de Livet-et-Gavet, «un "petit" musée est ouvert à Rioupéroux, qui comprend une partie géologique et une partie consacrée à l'histoire de la société industrielle de la vallée. Ouvert grâce à l'action opiniâtre mais isolée d'un maire (Abel Maurice) lui-même ancien ouvrier de Péchiney, disposant de moyens réduits, ce musée témoigne de la faible visibilité accordée aux questions sociales et à la mémoire du travail dans cette vallée»⁴. Cette mémoire ouvrière territorialisée, voire sociétale, vectrice

3 L'impact du départ de l'usine pour chacun des deux territoires et les ressorts des dynamiques nouvelles induites sont détaillés dans un autre article à paraître *La fin des territoires de l'aluminium*.

4 A. Dalmaso, *Désindustrialisation et patrimonialisation dans les vallées alpines françaises. Quelle mémoire pour les « perdants » du développement*. Communication issu des Journées *L'industrie dans les Alpes, entre mémoire et*

d'identification et d'appropriation à l'échelle locale est plus généralement absente des démarches patrimoniales concernant la Romanche. Le Musée Hydrelec, portant spécifiquement sur l'activité hydroélectrique de la vallée, traite principalement de l'histoire technique et renvoie à une mémoire sociale d'ingénieurs. Il est d'ailleurs situé sur la commune Vaujany et non sur celle de Livet-et-Gavet. Les labellisations et les inventaires renvoient également à une dimension technique et à une mémoire des échelons hiérarchiques supérieurs, tout en valorisant souvent le «beau» ou l'«exceptionnel» au détriment de la cohérence de l'ensemble. L'intérêt historique de Livet-et-Gavet repose notamment sur son groupe de centrales «représentatives de toute l'histoire de l'hydroélectricité alpine». Elles rendent visibles «les étapes de la mise en place du système hydroélectrique, presque décennies par décennies»⁵ au sein d'un parc d'équipements plus large allant des barrages aux réseaux de transport de l'électricité. D'autres relais que le musée Hydrelec montrent la prise de conscience de l'intérêt de cette vallée dans les milieux initiés, ceux des universitaires ou des ingénieurs par exemple. Mais ces démarches se réalisent elles aussi hors du territoire communal et n'ont pas encore abouti à une véritable reconnaissance de l'interconnexion des différents éléments industriels et hydroélectriques. L'exposition «Cathédrale électrique» de 1989, qui donne une visibilité particulière aux centrales romanches, se déroule au Musée Dauphinois de Grenoble. A une autre échelle, le Conseil-Général réalise un Inventaire du Patrimoine en Isère. Il aboutit à la constitution d'un dossier thématique intéressant consacré aux 7 centrales de la Romanche, mais dont l'impact patrimonial apparaît limité. Le label «Patrimoine en Isère» est également attribué au Pavillon Keller, renvoyant là encore à une histoire sociale par le haut. La commune connaît également un bâtiment classé depuis 1994 au titre de «monument historique» et depuis 2003 au titre de «Patrimoine du XXe siècle»: la centrale hydroélectrique des Vernes construite par SKL comme une mise en scène du parcours de l'eau au sein de l'équipement hydroélectrique. C'est la seule construction industrielle de la commune à être protégée de la destruction. Elle est également la seule à être recensée au sein du patrimoine monumental français, volet architectural de l'Inventaire Général du Patrimoine Culturel réalisé au niveau national. Notons que les deux éléments urbanistiques labellisés, la centrale et du pavillon Keller, arborent certaines similitudes. Elles renvoient toutes les deux au même industriel, SKL, qui est au centre des démarches patrimoniales de la vallée. De plus, c'est à chaque fois le caractère esthétique et grandiose de l'architecture qui est à l'origine de cette reconnaissance institutionnelle. La mémoire sociale ouvrière et la mémoire sociétale restent absentes des différents processus de patrimonialisation. Et si l'histoire technique et sa cohérence spatiale, du bâti aux machines en passant par la mémoire des ingénieurs et du patronat a aujourd'hui saisie l'intérêt des spécialistes, elle n'a pas d'encrage à l'échelle communale, et peu d'impact sur la préservation du bâti ou des équipements. Les rares réalisations d'impulsions locales, comme le musée de Rioupéroux, sont restreintes à des efforts isolés.

A de l'Argentière-La Bessée, on retrouve également un musée, celui des Mines d'Argent du Fournel, ainsi que différents processus de labellisations et d'inventaires. La structure muséale se situe dans ce cas sur le territoire communal. Elle est issue d'un projet plus large de fouilles archéologiques et de préservation du patrimoine entrepris en 1992. La période de l'aluminium n'est pas privilégiée au départ, le choc de la fermeture étant encore trop douloureux. Mais elle n'en est pas moins la perspective future de cette première démarche. Le travail de valorisation des mines conduit à l'époque par la mairie en accord avec les Ministères de la Recherche et de la Culture va de paire avec la création du service culturel municipal, labellisé Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CCSTI). L'Argentière-La Bessée se dote ainsi d'une ingénierie territoriale. Un cofinancement de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (la DRAC), de la région PACA et de la mairie permet la création d'un poste de conservateur du patrimoine et celle d'un poste d'archéologue minier. L'équipe grossie peu à peu, des archéologues, une historienne archiviste, des bibliothécaires rejoignent le projet. Cette ingénierie locale travaille en étroite collaboration avec les agents de la DRAC PACA qui apparaissent très impliqués dans le projet patrimonial argentiérois, bien au delà du simple aspect professionnel. Aujourd'hui, le château Saint-Jean (anciennement demeure du châtelain, puis propriété Péchiney pour loger les travailleurs) accueille le CCSTI ainsi

phénomènes de patrimonialisation, XIXe-XXe siècle, Mendrisio, LabisAlp, 23 mars 2012.

5 Ibid.

que le Musée. Ce dernier propose notamment une visite guidée de la mine dont l'intérêt historique et technique est très marqué. Le travail de fouilles et son pendant muséal permettent de penser l'histoire locale sur un temps plus long que le seul XXe siècle. Cette longue durée devient, face au départ de Péchiney, un argument du discours développé par la mairie sur les capacités de reconversion de l'Argentière-La Bessée. Elle vise à démontrer l'adaptabilité dont fit preuve par le passé le territoire argentiérois, comme lors de la fermeture des mines à la fin du XIXe. L'archéologie devient ici un outil politique dans les mains de la mairie. Il permet également à celle-ci de se doter des structures qui lui seront nécessaires pour traiter de cette période encore toute récente de l'aluminium. L'ampleur du chantier archéologique, l'implication d'un grand nombre d'acteurs à différentes échelles institutionnelles et le recours à divers réseaux étonnent aux vues de la taille de ce territoire de quelques 2 300 âmes. A ce stade des recherches, plusieurs éléments peuvent fournir une explication. Le site Péchiney a longtemps accueilli le centre de formation de l'encadrement de Péchiney. La commune a pu capitaliser un réseau important dans les hautes sphères de l'entreprise. Le parcours professionnel et les mandats de J. Giraud, actuel maire de l'Argentière-La Bessée, impactent également la nature du projet. D'abord administrateur civil au ministère des Postes et Télécommunications, puis au ministère de l'Industrie, et au ministère de l'Economie et des Finances, il est élu en parallèle conseiller municipal de l'Argentière-La Bessée en 1986, puis maire en 1989 et enfin député de la 2ème circonscription des Hautes-Alpes en 2002. Par ailleurs issu d'une famille de notable, il apparaît ici comme une personne «pivot», «ressource». Ses compétences et ses contacts dans les domaines économique, industriel et politique à l'échelle nationale; sa connaissance des outils existants (organismes publics de conseil, subventions, feuilleté institutionnel, etc) et le pouvoir émanant de ses mandats influent aussi sur le caractère atypique de la démarche de cette commune alpine. Enfin, le processus mémoriel connaît des acteurs multiples. Il s'impulse et s'opère à l'échelle locale tout en s'intégrant à des dynamiques plus larges. L'équipe du CCSTI est à cette image, composés d'argentiérois mais aussi de personnes venant de l'extérieur. Ces dernières sont sollicités pour leurs compétences, notamment en matière d'archéologie ou de mémoire industrielle. Il semble également que certains facteurs comme l'engagement civique ou la convergence de valeurs et d'idéaux aient participé à l'arrivée de cette ingénierie à l'Argentière-La Bessée. La commune s'appuie autant sur les compétences locales disponibles que sur les réseaux institutionnels ou civils dont elle dispose, donnant naissance à un projet fédérant les différents acteurs. Portant désormais sur la période de l'aluminium, il aboutit à deux labellisations «Patrimoine du XXe siècle». Comme à Livet-et-Gavet, on trouve un élément de l'équipement hydroélectrique, le siphon de Barry, conduite auto-portée en arc enjambant à plus de cent mètres de haut la gorge surplombant l'Argentière-La Bessée. Et comme à Livet-et-Gavet, elle a été choisie pour son caractère «impressionnant». Dans le cas de l'horloge de Hermes, le second élément du paysage urbain local a avoir reçu le label, les motivations sont visiblement différentes. Il s'agit ici d'un monument érigé au début du siècle par l'entreprise Planche, pionnière de l'hydroélectricité à l'Argentière-La Bessée. Elle symbolise l'impact nouveau de l'usine sur le rythme de la société locale. Sa labellisation prend de fait une dimension sociale et ne renvoie plus seulement au «beau» ou à l'«exceptionnel». L'inventaire du patrimoine monumental français, très fourni au niveau industriel, donne également une place importante aux éléments d'urbanisme touchant à la vie quotidienne. Il recense le dispensaire, le kiosque à musique, la fontaine, le cinéma et la chapelle Sainte-Thérèse-des-Cités, tous construits au XXe siècle par Péchiney. On compte aussi les bâtiments des anciennes usines que la commune a accueillie au fil des siècles, dont certains sont aujourd'hui reconvertis en centre sportif, en commerces ou en magasins. Cette prise en compte des infrastructures sociales et leurs usages renouvelés donnent une dimension humaine au projet mémoriel autant qu'elle permet une ré-appropriation de cette mémoire par les habitants. De manière plus générale, le projet patrimonial bénéficie ici de sa cohérence avec les besoins présents de la population, de larges réseaux d'acteurs institutionnels et civils, et d'un fort encrage territorial. Le retour opéré sur la période industrielle permet de redonner une cohérence au territoire. Il s'agit bien d'une reconstruction identitaire alliant souvenir et travail scientifique. Pensé sur le temps long, ce projet repose sur une histoire appropriée, où la mémoire est technique, mais aussi sociale, et peut-être surtout «sociétale».

L'Argentière-La Bessée ne s'arrête aux outils classiques de mise en valeur du passé. Elle

va plus loin en développant, au travers de son réaménagement urbain, ces propres outils de patrimonialisation. La commune entame ces travaux en 1995. Elle développe dans ce cadre des contacts rapprochés avec le personnel du Commissariat à l'Aménagement des Alpes du Sud, organisme rattaché à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (la DATAR). Au delà du centre-ville qui accueillait le complexe productif, l'ensemble du territoire communal est concerné. Un des projets consiste en la création d'une voie verte traversant la commune. Financée par la Communauté de Communes du Pays des Ecrins (CCPE), cette voie verte devient le «point d'orgue» du projet de réhabilitation urbain de l'Argentière-la Bessée. Ce type d'infrastructures de déplacement est un aménagement permettant de se déplacer de manière douce, à pied ou à vélo. Mal défini juridiquement, encore aujourd'hui, sa dimension environnementale, «verte», n'en est pas moins l'élément central de sa constitution. A l'Argentière-La Bessée, la mairie ajoute la dimension industrielle et insiste pour qu'elle traverse aussi la zone industrialisée. La voie verte permet donc aux piétons d'aller du stade d'eau-vive et des terrains de tennis et de football situés à l'extérieur de la ville jusqu'au centre en longeant la Durance et en traversant la ZA des Sablonnières. Les murs des bâtiments industriels sont agrémentés d'une fresque racontant l'histoire agricole, minière et industrielle de la commune. Cette fresque s'inscrit dans un parcours piéton plus large qui marque profondément le paysage urbain de la commune. Ce «circuit du patrimoine industriel» a été «réalisé en partenariat avec EDF, GDF, Péchiney et la commune d'Auzat en Ariège, et financé à 50% par le Fonds de Développement Régional de l'Union Européenne (accompagnement des jeux olympiques de Turin) avec un apport conséquent du Conseil Régional et du Conseil Général»⁶. Il couvre tout le fond de vallée urbanisé en remontant légèrement sur ces flans. Il est constitué d'un ensemble d'anciennes machines minières ou métallurgiques placées en différents lieux accompagnées de panneaux explicatifs. Le travail de sélection a été réalisé par le conservateur du patrimoine et des anciens salariés de l'usine Péchiney impliqués dans le projet. Les rond-points, les places, les espaces verts et les trottoirs sont sollicités pour accueillir ces objets du souvenir. Deux éléments sont particulièrement emblématiques: le lingot de la dernière coulée de Péchiney qui est intégré à la rampe d'accès du Foyer Culturel, et la barre d'aluminium située entre le centre-ville et la ZA des Sablonnières. Dans le cas de la barre d'aluminium, l'Argentière-La Bessée s'est d'abord doté d'une barre en inox. Grâce à ses réseaux institutionnels, industriels, et d'anciens de Péchiney, la commune obtient une nouvelle barre mais cette fois-ci en aluminium. Elle est directement issue des cuves de la dernière usine alpine produisant ce métal, l'usine de Saint-Jean-de-Maurienne en Savoie. Lors de l'inauguration en mai 2012, l'émotion, la fierté et les sourires sont au rendez-vous. L'acceptation collective de la désindustrialisation transparait ici apparait comme le résultat du long travail entrepris par la mairie et les habitants. Des réalisations initiées plus récemment par des acteurs extérieurs sont venues s'ajouter aux démarches de la commune. Le Musée de Gap et du Centre de l'Oralité Alpine ont financé un projet de collecte de témoignages autour de l'aluminium. Initié par une documentariste issue de la vallée, il aboutit à la réalisation de documentaires sonores diffusés sur Radio Alpine Meilleure (RAM) ainsi qu'à l'Argentière-La Bessée⁷. Plusieurs photographes publient également des ouvrages iconographiques sur les travailleurs argentiérois et l'ensemble de la société locale⁸. La mémoire des lieux et des hommes se trouve désormais dotée de visages et de paroles. L'action atypique et fédératrice de la commune engendre donc de nouveaux projets qui accompagnent le processus local d'acceptation du départ de Péchiney tout en donnant une véritable place aux anciens travailleurs de l'aluminium. L'ensemble de ces différentes démarches mettent à nouveau en relief l'implication de la mairie et de la population dans le projet mémoriel autant que la synergie qu'il véhicule dans et hors du territoire communal. Spécialistes et professionnels se sont ici saisis des dimensions sociales et sociétales de la mémoire industrielle locale, rappelant à nouveau le poids important des réseaux et de l'interconnexion des

6 I. Cowburn, *Un siècle de métallurgie à l'Argentière-la-Bessée*, art.cit.

7 *Paysans ouvriers et inversement, L'univers des autres, On était sous la cheminée, et L'usine ferme* réalisés par la documentariste K. Kovacic.

8 D. Pogneaux, *L'Argentière-La Bessée, l'industrie au XXème siècle*, L'Argentière-La Bessée, Editions du Fournel, 2012. 220p.
G. De Vivies, *Rencontres d'Anciens, Regards et mains d'anciens ouvriers à l'Argentière-La Bessée*. A l'atelier, s.e., 2009, 63p.

acteurs dans la naissance de cette dynamique patrimoniale. Au travers de sa reconversion urbaine, l'Argentière-La Bessée devient toute entière un lieu de mémoire et d'histoire destiné tout aussi bien aux touristes qu'à sa population. Cette mémoire par l'urbanisme est à l'image de la politique sociale passé du groupe: l'outil de la construction d'une identité nouvelle.

A Livet-et-Gavet, le tempo et la nature de la restructuration urbaine sont différents. Le projet de réaménagement apparaît ici directement lié au plan de rénovation de l'équipement hydro-électrique en cours, notamment en terme de financements. Il touche de fait à la question de la préservation des éléments du patrimoine industriel local, tout particulièrement dans le cas des six centrales encore en fonctionnement. La possibilité de les maintenir en activité en les modernisant, ou celle de les remplacer par une unique et nouvelle centrale est aujourd'hui tranchée. Après expertise, EDF, en accord avec la mairie a fait le choix du remplacement. Si comme à l'Argentière-La Bessée, la commune n'est pas le seul acteur de son réaménagement urbain, l'origine de l'impulsion est inverse. C'est le groupe énergétique qui apparaît ici comme le décideur principal. Ainsi, malgré la prise de conscience des acteurs du patrimoine de l'intérêt d'une conservation de la cohérence du site et les résultats de plusieurs enquêtes relevant l'intérêt du bâti industriel local, cette opportunité souffre de son manque de visibilité au sein de la commune et rencontre peu de soutien parmi de la population. Le côté «nature», laissant entrevoir un désir de reconversion dans le tourisme vert, est privilégié au détriment du patrimoine hydroélectrique et de la mémoire industrielle. La commune s'oriente résolument vers l'oubli. Si toute rénovation urbaine implique implicitement une part d'abandon et de destruction, l'orientation actuelle de Livet-et-Gavet questionne par sa radicalité. Au regard de l'histoire locale, industrielle par excellence, la cohérence d'une «naturalisation» et de l'effacement des friches industrielles avec l'identité de ce territoire n'est pas évidente⁹. Il existe bien un rapport particulier au tourisme de nature dans le passé de la commune. Ch.-A. Keller promouvait déjà à son époque un territoire tant industriel que touristique. C'est dans cet état d'esprit qu'a été réalisée la centrale des Vernes. L'entrepreneur dit à ce sujet en 1925 : «J'ai voulu [...] démontrer que la houille blanche et le tourisme sont conciliables»¹⁰. D'où l'architecture grandiose de la centrale. Cette vision de Ch.-A. Keller fait écho au choix actuel d'un développement par le tourisme de nature, mais elle n'était pas, à l'époque, mise en opposition à l'hydroélectricité, bien au contraire. La reconversion urbaine qui se dessine à Livet-et-Gavet est donc assez différente de la démarche argentiéroise. Elle vise à faire disparaître les traces du passé industriel local au profit d'un territoire «naturalisé», démarche qui étonne si l'on considère le poids du bâti usinier au sein de la commune. De plus, le projet romanchais découle largement de l'opportunité offerte par un tiers, EDF. Le réaménagement urbain de la commune, accepté plus que choisi, laisse ici la marque d'une coupure nette avec l'identité industrielle du lieu. Alors que l'économie locale repose encore principalement sur le secteur secondaire, la commune s'est «désouvriarisé» au fil des années, sans retrouver d'élément fédérateur. Aujourd'hui, tout en étant impulsé de l'extérieur, le projet de rénovation urbain en cours révèle le désir de changement et de rupture de la commune de Livet-et-Gavet.

Avec le départ de Péchiney et la disparition de la structure sociale que celui-ci générait, les deux communes développent des rapports différents à la période de l'aluminium. Ces rapports sont à analyser dans le cadre industriel au sens large. A l'Argentière-La Bessée, l'aluminium est intégré à l'histoire de la commune sur le temps long. A Livet-et-Gavet, il est dans l'ombre de l'histoire d'une autre activité, l'hydroélectricité. La question de la mémoire industrielle des territoires se substitue ici à celle initiale de la mémoire de l'aluminium. Les choix urbanistiques opérés permettent d'appréhender les dynamiques à l'oeuvre et leurs impacts sur l'identité locale. L'ampleur et la nature des réalisations patrimoniales argentiéroises face aux rares démarches entreprises sur le territoire romanchais trouve un début d'explication au regard de différents facteurs, le passé «mono» ou «pluri» industriel de chaque commune, le tempo de leurs désindustrialisations, la pré-existence ou non de réseaux entre le territoire et les hautes sphères des institutions et de Péchiney, et enfin l'implication d'acteurs «ressources» ou isolés. Il faut ajouter les différences existantes quant à

9 P. Grandvoinet, *Vallée de la Romanche, Le patrimoine hydro-électrique dans la dynamique territoriale alpine*, projet de fin d'études, Marne-La-Vallée, Ecole de Chaillot et Ecole des Ponts, non publié, 2012. 67p.

10 Site interne de l'Inventaire du Patrimoine de l'Isère. Dossier thématique *Les centrales*, et *La centrale des Vernes*, <http://www.isere-patrimoine.fr/2289-les-six-centrales.htm#par30002>

l'ancrage territorial des différents projets, le public ciblé par la démarche patrimonial (la population, les spécialistes, les touristes etc), et la production d'une histoire strictement technique ou accompagnée d'une histoire social et sociétale appropriée.